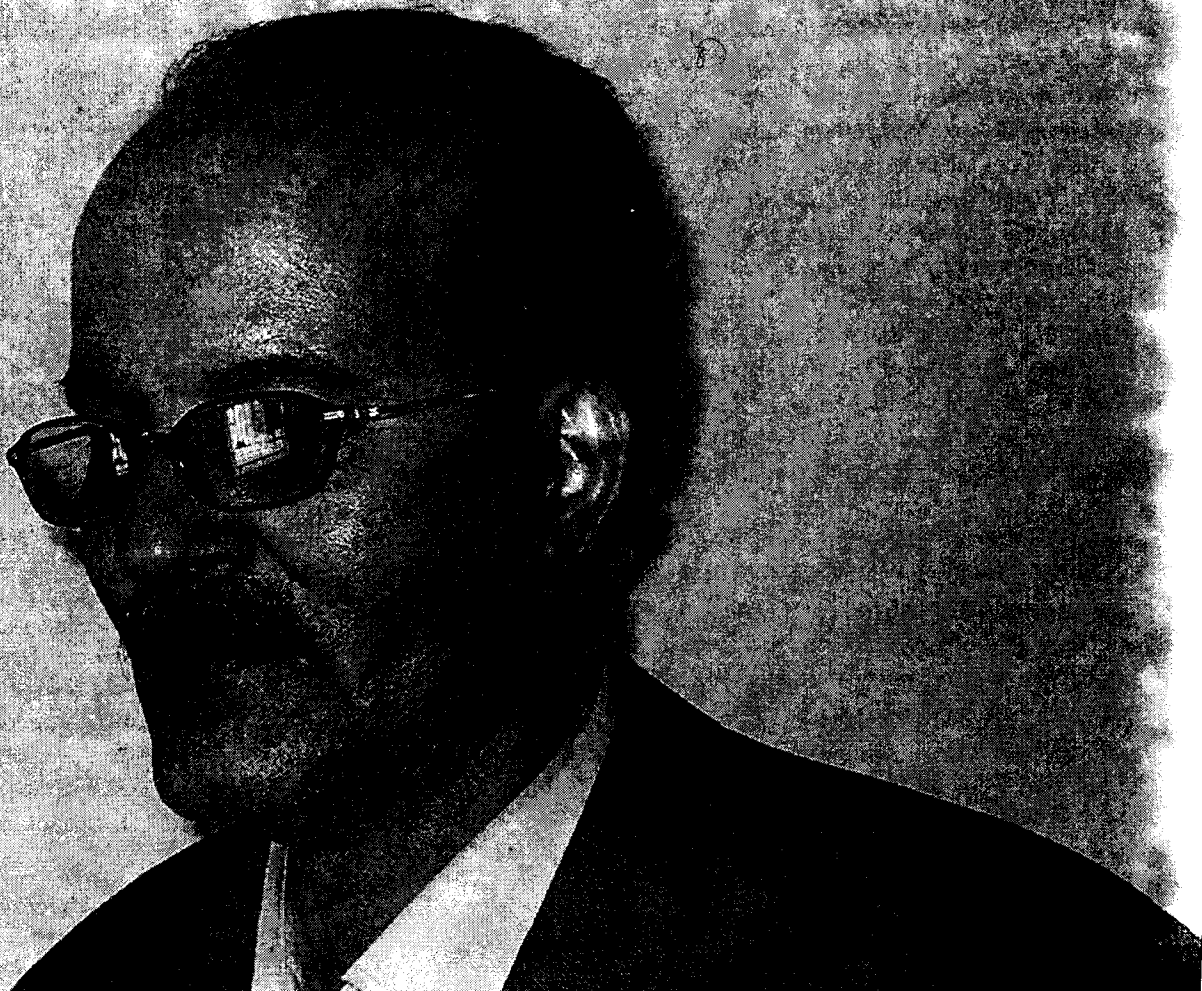


Interview Mohamed Abdallahi Ould Dellahi,

Président du PMDE et du BPC :

*“... Je ne reconnais pas les
résultats du référendum ...”*



Interview Mohamed Abdallahi Ould Dellahi, Président du PMDE et du BPC : "... le taux de participation exact à ce référendum constitutionnel ne dépasse pas 19% ..."

Censuré par les médias publics qui ont ainsi refusé le débat contradictoire, le président du PMDE (Parti Mauritanien pour la Défense de l'Environnement), M. Mohamed Abdallahi Ould Dellahi, président du BPC (Bloc des Partis pour le Changement regroupant PMDE, AJD, PLEJ et PTM) a bien voulu nous accorder cette interview où il dit ce qu'il pense du vote sur la constitution et de la situation générale du pays après la révolution de Palais d'août dernier.

L'Authentique : M. le président, vous devez être profondément déçu par les résultats du scrutin du 25 juin dernier, vous qui avez battu campagne pour le boycott ?

Mohamed Abdallahi Ould Dellahi : je vous remercie, et je salue le peuple mauritanien, je veux parler par là, des 99% de la population qui vivent dans la misère et l'ignorance, aux pères de famille dans les guethos, sans eau, ni électricité, ni nourriture, à tous ces enfants qui vivent dans la rue, à cette population longtemps marginalisée.

Pour répondre à votre question, je dirai que je ne suis pas déçu, je m'attendais à cela. Je sais que le système de Ould Taya est toujours là. D'ailleurs, à travers ce référendum, ceux qui dirigent ce système nous ont confirmés les griefs que nous avons toujours adressés à l'ancien régime. Ils sont toujours là, avec leurs policiers, leurs tortionnaires, leurs militaires et leurs hommes d'affaires mafieux. Ils continuent à tromper la Mauritanie. Je ne suis donc pas déçu ; si déception il y a, c'est pour le peuple mauritanien parce qu'il ne mérite pas cette situation.

L'Authentique : reconnaissez-vous les résultats qui ont été annoncés ?

Mohamed Abdallahi : pas du tout, je ne reconnais pas ces résultats. Le peuple mauritanien a été écrasé sous le poids de la machine infernale qui a poussé et parfois menacé certains cadres mauritaniens et fonctionnaires à voter OUI. Il y avait là tout l'appareil de l'Etat, avec sa police, ses militaires, ses hommes d'affaires, ses sociétés d'Etat, tous ensemble, qui poussaient le peuple à vo-

ter OUI. Malgré tout cela, nous avons vu des cas et nous avons reçu de nos représentants à l'intérieur, qui nous ont confirmé qu'en réalité, il n'y a eu que 19% de la population mauritanienne qui a réellement voté. Donc, le taux de participation exact à ce référendum constitutionnel ne dépasse pas 19%. Les Walis comme d'habitude et les préfets, qui sont d'une école bien connue depuis 20 ans, ont fait ce qu'ils devaient faire. Ce système qui est spécialiste dans la fraude, connaît par où passer. Il ont pris le temps de faire remplir les caisses profitant du fait que tous les partis n'étaient pas représentés dans les bureaux de vote. Les observateurs internationaux n'étaient pas nombreux. Ils ont peut-être assisté à Nouakchott ou quelque part et à Atar. Ils n'ont pas été jusqu'aux villages les plus reculés de la Mauritanie, donc les préfets étaient libres de remplir les caisses et de dire voilà nous avons voté OUI.

L'Authentique : qu'est-ce que vous reprochez exactement au déroulement de la campagne ?

Mohamed Abdallahi : nous qui avons boycotté le vote, avons été soumis à des pressions qui sont extrêmement graves. D'ailleurs, le gouverneur de Nouadhibou, et j'en avais fait communiqué, s'est directement adressé à mon coordinateur ainsi qu'au bureau de la coordination et a exercé sur eux de fortes pressions. Il leur a dit de voter OUI sinon ils seront dans la rue. Mon coordinateur, qui est chirurgien dentiste m'a téléphoné et sans faire allusion explicitement aux menaces du gouverneur, m'a expliqué que tout le bureau (des fonctionnaires et des administrateurs) se sont vus obligés à voter OUI, sinon ils perdront leur emploi. J'ai accepté leur démission...

L'Authentique : et la CENI dans tout cela ?

Mohamed Abdallahi : la CENI est sous la botte du CMJD. La CENI a participé dans le OUI. Elle a poussé les gens et transporté les électeurs à voter OUI, ce qui fait qu'elle n'a pas été neutre. Les observateurs internationaux sont peu nombreux, ils ne peuvent pas couvrir toute la Mauritanie. La CENI a joué le jeu du CMJD comme une société d'Etat tel le Port de l'Amitié.

L'Authentique : vous ne

croyez plus donc au processus de transition ?

Mohamed Abdallahi : absolument pas ! Nous ne croyons pas à ces élections et ce qui nous choque, c'est qu'on est en train de tromper le peuple mauritanien pour une deuxième fois. Au début, nous avons cru au 3 août, nous avons cru aux bonnes volontés du CMJD. Mais maintenant que les dés sont jetés, on sait maintenant que l'ancien système est là à côté de nous et qu'il continue à nous gêner. Il a peut-être changé de tête mais il continue à tromper le peuple mauritanien. Ce qui nous fait peur aujourd'hui, c'est que le CMJD est venu avec deux candidats. Le premier candidat, c'était bien sûr la Constitution, mais ce qui nous effraie c'est le deuxième candidat. Si le CMJD fait encore des pressions sur les futures élections, communales, législatives, sénatoriales et présidentielles, cela veut dire que c'est le faux et l'usage du faux ; cela veut dire qu'on est en train encore de tromper le peuple et que le futur président sera un otage entre les mains du CMJD. Le président civil «démocratiquement élu», ne pourra rien faire, car il ne sera entouré que d'hommes d'affaires mafieux, de certains cadres de l'ancien système et certains colonels de l'armée qui sont incontournables dans ce pays malheureusement.

L'Authentique : vous ne partagez donc pas l'avis de ceux qui pensent que cette Constitution constitue déjà une grande avancée et qu'il vaut mieux prendre ce qu'elle offre maintenant quitte à reconquérir d'autres espaces plus tard ?

Mohamed Abdallahi : je ne nie pas qu'il y a eu des changements positifs dans cette Constitution. Là n'est pas le problème majeur du pays. Le problème de la Mauritanie, depuis les années 1960, a toujours été un problème de cohabitation. Nous n'avons pas trouvé dans ce texte un article qui reconnaît la spécificité mauritanienne et qui prône la cohabitation entre les deux composantes, arabe et négro-africaine. Il n'y a pas aussi de disposition constitutionnelle abolissant l'esclavage, ni se rapportant au partage équitable des richesses. Autre chose, nous avons remarqué que le président de la République a des pouvoirs exorbitants par rapport au Premier ministre qui n'en dispose pas. On

aurait souhaité un partage du pouvoir entre le président et le PM. Tout cela, on ne l'a pas vu dans cette Constitution, malgré nos revendications pour la prise en considération de ces questions.

L'Authentique : vous ne voyez pas de contradiction quand vous réclamez d'une part, une Mauritanie unie, et d'autre part, vous exigez la mention dans le corps de la Constitution, de la cohabitation entre arabes et négro-africains, alors que l'actuel texte gomme justement cette compartimentation de la population mauritanienne ?

Mohamed Abdallahi : il ne s'agit pas dans notre entendement de diviser le peuple, mais au contraire de l'unir. N'oubliez pas que la Mauritanie, d'accord, est un pays arabe, mais il y a des Négro-africains qui ne sont pas arabes, qui ne veulent pas l'être et qu'on ne peut pas obliger d'ailleurs à l'être, qui sont des Mauritaniens et qui vivent dans ce pays. Si on regarde de ce côté et que l'on cherche à valoriser l'apport de chacune de ces communautés en donnant à chacun son droit, dans une Constitution, cette cohabitation pourra continuer et la Mauritanie pourra trou-

ver son unité. Regardez par exemple, le cas du Soudan. Dix-neuf ans de guerre et des milliers de morts, c'est maintenant que ce pays cherche à régler ce problème de cohabitation entre la population arabe et les populations négro-africaines.

L'Authentique : qu'est-ce que cela vous fait d'aller à contre-courant du mouvement en faveur du OUI pour la Constitution ?

Mohamed Abdallahi : vous savez, chaque homme a ses convictions et moi, mes convictions sont celles-là. Je n'attends pas que les gens disent oui ou font ceci, pour que moi aussi, je le fasse. Je suis convaincu que ces gens-là ne sont pas sur la bonne voie. La bonne voie est celle que le BPC (Bloc des partis de la changement) a prise, c'est cela qui est dans l'intérêt de la Mauritanie. La voie de la cohabitation, du partage des richesses, du droit de l'homme, de l'abolition de l'esclavage, d'une seule Mauritanie, unie et prospère, où tous les Mauritaniens ont un toit, les trois repas par jour, des enfants scolarisés...

**Propos recueillis par
Cheikh Ajdara**